COMPTE RENDU DE L'AUDIENCE DU MARDI 14 OCTOBRE 2025 - LYCÉE PRO

Étaient présent·es pour les Organisations Syndicales :

- Julien Rodrigues, représentant le SE-UNSA ;
- Armel Briend, représentant la CGT Éduc'action ;
- Cécile Amalric, représentant le Snuep-FSU ;
- Jean-François Augez-Sartral, représentant le SNALC.

Pour l'administration:

- Vincent Denis, SG de l'académie de Toulouse ;
- Pascale Rieux, SG adjointe ;
- Marc Pacquetet, Doyen IEN ET-EG.

À notre questionnement quant à la présence de Monsieur le Recteur, Monsieur le Secrétaire Général indique qu'il est en déplacement au lycée polyvalent Jean Baylet à Valence d'Agen, aux côtés d'élu·es. En son absence, il nous reçoit donc dans le cadre de cette journée d'action relative à la voie professionnelle et nous laisse la parole.

En préambule, nous avons rappelé que les lycées professionnels subissent d'incessantes contre-réformes depuis 2018 et qu'il en ressort une exaspération croissante, un dégoût, une perte de sens du métier et un climat particulièrement anxiogène, tant pour les élèves et les familles que pour les enseignant·es. D'autant que chaque année, ces contre-réformes sont menées tambour battant sans qu'on ne sache à chaque rentrée comment l'année va finir. Nous en sommes à 8 ministres en 8 ans ainsi que deux délégué·es puis un haut-commissaire à l'enseignement professionnel, relevant du Ministère du Travail, alors que nous ne devrions dépendre que du seul Ministère de l'Éducation Nationale.

Nous rappelons que ces réformes concernent quand même 1/3 des élèves de lycée, les plus précaires d'entre elles et eux. Il en ressort l'impression que le ministère s'attelle davantage à les envoyer le plus rapidement possible dans le monde du travail qu'à œuvrer à leur émancipation. Pourtant, un des fondements de la réforme de la voie professionnelle demeure la lutte contre le décrochage scolaire, qui n'a fait que s'accentuer.

Nous rappelons notre opposition au parcours en Y, l'absentéisme important et prévisible que ce dispositif a généré ainsi que la perte d'heures d'enseignements professionnel et général qui découle de sa mise en place. La perte de ces heures a par ailleurs généré un stress important tant sur les élèves que sur les enseignant·es car les programmes n'ont pas été modifiés alors que le temps pour les enseigner a été drastiquement réduit. Bien que le ministère soit légèrement revenu sur le dispositif initial, actant de fait son ineptie, nous maintenons un retour aux examens mi-juin et l'abandon du dispositif. Pour rappel, lors de la réforme des lycées général et technologique, une seule session a eu lieu au mois de mars (2023), dont le programme des épreuves avait été allégé, avant de revenir au mois de juin dès la session suivante, pour tenir compte des très nombreux problèmes

rencontrés. Nous déplorons que cela ne soit pas le cas pour les élèves du lycée professionnel, injustement traité·es.

Nous rappelons notre opposition au financement des stages ainsi que les fausses solutions que cela a pu apporter. Nous pensons que cet argent pourrait servir à financer un autre projet d'École.

Nous rappelons notre opposition à l'arrivée de France Travail dans les LP de nouveau sur un temps scolaire qui pourrait consacrer le disciplinaire plutôt que de focaliser à nouveau sur l'employabilité.

Nous rappelons l'angoisse nouvelle que génère la suppression des filières BMA. Elle s'inscrit dans la fin annoncée, depuis les suppressions des DMA ou le changement de tutelle des filières modes, de l'exception culturelle française des métiers d'arts. Elle oriente définitivement ces métiers à vocation créative, orientés design, vers des filières orientées exclusivement production. Au passage, c'est de nouveau 1 an de formation qui disparaît et des postes qui sont menacés. Il s'agit à nouveau d'une coupe franche économique qui se fait au détriment de formations qualifiantes et créatives. À ce sujet, nous demandons des précisions sur l'avenir des CAP liés au BMA.

Suite à cette introduction, Monsieur le Secrétaire Général nous répond et un échange s'ensuit :

Monsieur le Secrétaire Général nous rappelle que l'académie a beaucoup investi dans la voie professionnelle en créant 120 Équivalents Temps Plein (ETP) dans l'académie sur les 4 dernières années et 50 ETP de plus cette année, sachant qu'il y aura 25 ETP supplémentaires l'année prochaine dûs à la montée pédagogique. Bien entendu, comme l'académie est à moyen constant, ces ETP sont pris sur les lycées et collèges.
Il précise que la problématique de l'académie c'est son territoire, territoire dans lequel le département de Haute-Garonne est le plus pénalisé aussi sur le bâti scolaire mais que le rectorat a la volonté de trouver les espaces nécessaires pour améliorer la voie professionnelle en Haute-Garonne (par exemple à Pibrac). Il persiste des difficultés à remplir certaines filières mais il insiste sur le fait qu'il y a très peu de suppressions de formations dans l'académie.
Par ailleurs, il se dit parfaitement conscient des situations que nous avons décrites et qu'il travaille à assurer la couverture du territoire. Il rappelle que peu d'académies ont fait le choix d'investir dans la voie professionnelle.

Nous rappelons que le problème, particulièrement en Haute-Garonne, est la satisfaction du vœu 1 des élèves dans l'orientation en LP.

Monsieur le Secrétaire Général rappelle que les élèves qui ne sont pas orienté·es à la rentrée scolaire ne représentent qu'1,5 % des données nationales alors que l'académie d'Occitanie représente 16 % du territoire métropolitain (Midi-Pyrénées 8,2 %). Au final ce ne sont que 77 élèves fin septembre.
Il est conscient que nous manquons de capacité d'accueil pour les élèves voulant s'orienter en CAP qui sont très souvent à publics réservés.
Il rappelle que des Groupes de Travail fréquents sont menés pour évaluer les mesures mises en œuvre concernant la voie professionnelle, le dernier remontant à une quinzaine de jours. Il est conscient du taux de déperdition des élèves issu·es de la voie professionnelle dans les filières BTS.

Il pense que certaines orientations sont faites en LP alors qu'elles pourraient alimenter les filières STi2D et STL des lycées technologiques qui eux n'arrivent pas toujours à remplir.
On verra la carte des formations en Janvier.

Monsieur le Doyen IEN ET-EG rappelle la mise en œuvre de deux groupes de travail, pilotés par des IEN-ET et des IA-IPR, réunissant PLP et certifié·es pour mieux accompagner les élèves issu·es des filières professionnelles en BTS (dispositif reconduit cette année).
Il est proposé un catalogue de formations d'initiative locale pour le soutien au parcours. S'agissant de l'intervention de France Travail, il est prévu qu'elle se développe en 4 thématiques (une première commune à l'ensemble des élèves puis les suivantes à destination des élèves se préparant à l'entrée dans la vie active).

Nous rappelons le fait que ce temps est pris sur un temps scolaire qui pourrait servir à d'autres initiatives.
Nous rappelons que nous avons conscience que les enjeux de la voie pro sont nationaux et que l'échelon académique n'est pas le bon pour résoudre les problèmes que nous évoquons. Nous rappelons notre opposition à ce que nous considérerons comme une déqualification de la jeunesse. Nous rappelons aussi que la formation à la citoyenneté est un des enjeux de l'école et que l'employabilité ne peut être la seule fin et qu'en l'espèce nous ne disposons plus de temps suffisant pour former les citoyen·nes de demain.

Monsieur le Doyen IEN ET-EG nous rappelle que le volume horaire de co-intervention et de projet a été rendu et que d'autres leviers sont prévus par la réforme comme les options théâtre, philosophie...
Pour les formations FCIL, il rappelle qu'elles sont intéressantes pour des profils d'élèves ne pouvant pas aller en BTS mais souhaitant quand même disposer d'une formation plus qualifiante pour mieux être accompagné·es dans le cadre de leur insertion professionnelle, ou encore pour des élèves dont la minorité pouvait être un frein à leur entrée dans la vie active.

Nous rappelons que des formations post bac existaient déjà (mentions complémentaires en formation initiale) et que l'éducation nationale les remplace par des formations disposant de peu de moyens en apprentissage.
Nous rappelons que seul un système public est à même de réduire les inégalités scolaires en France.

Nous questionnons l'académie à propos des Violences Sexistes et Sexuelles au Travail (VSST) côté élèves. Nous réaffirmons que l'entreprise peut représenter un danger pour les élèves, particulièrement féminines, et demandons si l'académie dispose d'outils ou de données chiffrées sur ces questions.

Monsieur le Doyen IEN-ET nous signale que des formations sont faites du côté des collègues, notamment en SEGPA pour une meilleure culture générale des risques professionnels, mais que l'académie ne dispose d'aucune donnée au sujet des élèves en entreprise.

Nous insistons sur les BNMA pour lesquels nous n'avons obtenu aucune réponse.

Monsieur le Secrétaire Général nous signale ne disposer d'aucune information à ce sujet. Il faudra attendre, particulièrement Janvier et la carte des formations pour en savoir davantage à ce propos. Il rappelle l'attachement de l'académie à ces filières exigeantes.

Nous rappelons à nouveau le caractère particulièrement anxiogène pour les collègues ; cela, alors même que les corps d'inspections annoncent cette modification des filières dès la rentrée 2026.

Nous rappelons que la plupart de nos inquiétudes figurent dans le rapport parlementaire de la mission flash sur les impacts des réformes successives du baccalauréat professionnel, daté du 9 juillet dernier et rendu public.

Enfin, nous rappelons que si la mobilisation n'est pas conséquente aujourd'hui, elle n'est pas à mettre sur le manque d'intérêt des personnels pour les enjeux que nous venons d'aborder. Cela reflète plutôt l'épuisement et la lassitude des collègues mais aussi le fait que plusieurs mouvements sociaux se sont succédé. Le ressenti des collègues reste toujours violent à l'égard des contre-réformes. Les collègues sont excédé·es. La perte de sens du métier gagne du terrain.